

Distr.
GENERALE

TD/B/39(2)/6
TD/B/WG.1/4
13 janvier 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Trente-neuvième session
Genève, 15 mars 1993

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL SUR LES INVESTISSEMENTS ET
LES APPORTS FINANCIERS, LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT
NON GENERATEUR DE DETTE ET LES NOUVEAUX MECANISMES VISANT
A ACCROITRE LES INVESTISSEMENTS ET LES APPORTS FINANCIERS
SUR SA PREMIERE SESSION

tenu au Palais des Nations, à Genève,
du 9 au 13 novembre 1992

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>
Introduction	1 - 4
I. Etablissement du programme de travail du Groupe de travail (point 3 de l'ordre du jour)	5 - 18
II. Questions d'organisation	19 - 26
<u>Annexes</u>	
I. Programme de travail adopté par le Groupe	
II. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail spécial	
III. Participation	

INTRODUCTION

1. Le Groupe de travail spécial sur les investissements et les apports financiers, le financement du développement non générateur de dette et les nouveaux mécanismes visant à accroître les investissements et les apports financiers, constitué conformément au paragraphe 79 de l'Engagement de Carthagène, a tenu sa première session au Palais des Nations, à Genève, du 9 au 13 novembre 1992. Au cours de la session, il a tenu deux séances plénières 1/.

Déclaration liminaire

2. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a fait observer qu'au cours des dernières années, de nombreux pays en développement et pays en transition vers une économie de marché avaient beaucoup amélioré leur politique générale et leur réglementation afin d'attirer les investissements étrangers et d'encourager le retour des capitaux fugitifs. Cela avait entraîné une forte augmentation des investissements étrangers directs. Une plus grande importance était aussi accordée à ces investissements au niveau international. L'utilisation croissante d'instruments financiers tels que les investissements de portefeuille, la conversion de dettes en prises de participation, les investissements de capital fixe et le financement lié à des produits méritait également d'être signalée. Malheureusement, cette amélioration de la conjoncture n'avait pas profité à tous les pays. Au cours des dix dernières années, la moitié des investissements étrangers directs dans les pays en développement était allée à cinq principaux bénéficiaires, et 90 % à 20 pays à peine. Les autres instruments non générateurs de dette affichaient un degré analogue de concentration. Cette situation soulevait des questions fondamentales. Quels enseignements pouvait-on tirer de l'expérience des pays qui avaient réussi à améliorer la quantité et la qualité des investissements étrangers directs ? Quelles étaient les principales causes des difficultés rencontrées par de nombreux pays en développement pour attirer ces investissements ? Quelles étaient les perspectives et les conditions à remplir pour inverser les tendances actuelles et garantir la stabilité des apports non générateurs de dette ?

3. A sa première session, le Groupe de travail spécial devait d'abord élaborer un programme de travail; le calendrier étant serré et les ressources limitées, il aurait à faire des choix et à sélectionner des questions prioritaires. Il devait également arrêter le calendrier de ses futures sessions, et prendre des décisions sur la création éventuelle de groupes d'experts et sur les contributions attendues du secrétariat de la CNUCED, d'experts nationaux, d'acteurs non gouvernementaux et d'institutions internationales, ainsi que sur les besoins en matière de coopération technique.

4. Concernant la participation aux travaux du Groupe, il semblait possible d'encourager une plus grande représentation des pays en développement. Compte tenu du peu de ressources disponibles pour financer les frais de voyage d'experts de certains pays en développement, le Secrétaire général adjoint demandait aux pays donateurs d'instituer un fonds d'affectation spéciale à cette fin, au moins au profit des PMA.

1/ Pour le mandat du Groupe de travail spécial, voir la section C de l'annexe de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil du commerce et du développement.

Chapitre I

ETABLISSEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL DU GROUPE DE TRAVAIL (Point 3 de l'ordre du jour)

5. Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail spécial était saisi du document ci-après :

"Questions à prendre en considération pour l'établissement du programme de travail : note du secrétariat de la CNUCED" (TD/B/WG.1/2).

6. A sa 1ère séance plénière, le 9 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a décidé d'examiner le point 3 de l'ordre du jour en séances informelles.

Décisions prises par le Groupe au sujet de son programme de travail

7. A la 2ème séance plénière (séance de clôture), le 13 novembre 1992, le Président a présenté un projet de programme de travail (TD/B/WG.1/L.2/Rev.1).

8. A la même séance, le Groupe de travail spécial a adopté ce projet (voir l'annexe I).

9. Le Groupe de travail spécial a décidé qu'en accomplissant sa tâche, il accorderait une attention particulière à la situation des pays les moins avancés et proposerait des moyens d'améliorer leur capacité.

10. A propos des travaux futurs et de l'ordre du jour provisoire de la deuxième session (voir le paragraphe 23 ci-après), les membres du Groupe de travail spécial sont convenus de ce qui suit :

a) Le Groupe de travail spécial a recommandé au Conseil d'approuver l'organisation de deux sessions en 1993 et d'une session en 1994. La première session de 1993 se déroulerait en juin/juillet et durerait une semaine; la seconde se tiendrait à la fin du mois de novembre. La session de 1994, qui serait la dernière du Groupe, devrait avoir lieu avant la session de printemps du Conseil.

b) A l'occasion de la deuxième session du Groupe (juin/juillet 1993), des dispositions seraient prises pour organiser un débat sur les motivations des investisseurs étrangers, auquel des acteurs non gouvernementaux pourraient être invités à participer.

c) Les pays qui le souhaitaient établiraient des monographies. Le Président, avec le concours du secrétariat de la CNUCED, enverrait aux membres du Groupe de travail des directives pour la rédaction de ces documents. Au cours des débats informels du Groupe, les pays suivants ont indiqué qu'ils étaient disposés à présenter des monographies : Bangladesh, Brésil, Chine, Etats-Unis, Fédération de Russie, Inde, Maroc, Mexique, Pays-Bas et République de Corée. Les représentants de certains d'entre eux ont précisé qu'avant de pouvoir s'engager fermement, il leur fallait obtenir l'accord de leur gouvernement.

d) Les travaux de la troisième session (novembre 1993) concernant les monographies seraient organisés compte tenu de l'expérience acquise à la deuxième session. En outre, de l'avis général, il convenait à cette occasion d'examiner plus à fond les politiques des pays d'accueil et des pays d'origine, et d'étudier la question des mesures multilatérales, des investissements de portefeuille et des nouveaux mécanismes. Il était hautement souhaitable que des acteurs non gouvernementaux participent à la troisième session.

11. Enfin, le Groupe de travail spécial a pris note des préoccupations exprimées par plusieurs pays en développement au sujet des problèmes que leur poserait l'établissement de monographies. Il a recommandé aux donateurs multilatéraux et bilatéraux d'envisager de fournir des fonds pour aider ces pays à établir les documents en question.

12. A propos de l'organisation de deux sessions en 1993 et d'une session en 1994 (voir le paragraphe 10 a)), la représentante de l'Egypte a dit que sa délégation ne s'opposait pas à cette recommandation à ce stade, mais souhaitait attirer l'attention sur un point. Vu le calendrier général de la CNUCED pour 1993, et l'importance égale de tous les groupes de travail spéciaux, son pays devrait sans doute financer chaque mois la participation d'au moins deux experts rien que pour les réunions de ces groupes. Cela serait difficile, et si beaucoup de pays en développement n'étaient pas en mesure de supporter les conséquences financières d'un calendrier aussi chargé, la participation aux réunions des groupes de travail serait déséquilibrée, ce qui ne serait pas conforme à l'Esprit de Carthagène.

Déclarations de clôture

13. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que le programme adopté par le Groupe de travail était rédigé en termes clairs et constituait un bon point de départ. Son pays, qui était en train de passer à une économie de marché, attachait une grande importance à la promotion des investissements de toutes sortes, et considérait que le Groupe de travail pouvait contribuer à son intégration dans l'économie mondiale. La délégation russe espérait pouvoir présenter une monographie et participerait activement aux travaux du Groupe.

14. La porte-parole du Groupe des 77 (Venezuela) a déclaré que le Groupe de travail avait adopté un programme de travail équilibré et objectif, traçant ainsi la voie aux autres groupes.

15. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique jugeait novatrices les méthodes de travail adoptées par le Groupe. Il espérait que celui-ci les utiliserait efficacement et les affinerait.

16. Le représentant de la Chine a dit que le Groupe avait adopté un bon programme de travail. C'était le premier des nouveaux groupes de travail à se réunir, et les autres pourraient utilement suivre son exemple. Le représentant espérait recevoir bientôt des directives pour la rédaction des monographies.

17. Le Secrétaire adjoint de la CNUCED a déclaré que le secrétariat de la CNUCED se félicitait des résultats de la session. Le fait que plusieurs pays avaient proposé de rédiger des monographies était particulièrement encourageant. Le calendrier des réunions pour 1993 était très chargé, ce qui poserait des problèmes de ressources - ressources du secrétariat et ressources extérieures - mais on espérait que des efforts seraient déployés pour les résoudre.

18. Le Président a dit que le programme de travail adopté par le Groupe était clair et concis. La session avait été couronnée de succès grâce à la franchise et au sérieux du débat qui s'était déroulé entre les experts.

Chapitre II

QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Ouverture de la session

19. La première session du Groupe de travail spécial a été ouverte le 9 novembre 1992 par le Secrétaire général adjoint de la CNUCED.

B. Election du bureau (Point 1 de l'ordre du jour)

20. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED a rappelé qu'à sa première réunion directive de présession, le Conseil avait décidé que le règlement intérieur des grandes commissions du Conseil du commerce et du développement s'appliquerait aux groupes de travail spéciaux, de façon aussi souple que possible. Il avait également été décidé que les membres du bureau des groupes de travail spéciaux seraient élus conformément au règlement intérieur applicable, compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable. De plus, à la séance plénière de clôture de la première partie de la trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement, il avait été décidé qu'en ce qui concernait les groupes de travail spéciaux, le Président et les membres du bureau, une fois élus au début de la session initiale de chaque groupe, resteraient en fonctions pendant toute la durée du mandat de celui-ci, et que des consultations préalables auraient lieu pour faciliter l'élection du bureau des groupes. Ces consultations s'étaient tenues le 9 novembre.

21. A sa 1ère séance plénière, le 9 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a élu le bureau ci-après :

<u>Président</u> :	M. J.P. Huner (Pays-Bas)
<u>Vice-Présidents</u> :	M. M.M. Rahman (Bangladesh)
	M. L. Amaral Lopez (Brésil)
	M. G. Blehy (Côte d'Ivoire)
	M. J. Stypa (Pologne)
	Mme E. Shelton (Etats-Unis d'Amérique)
<u>Rapporteur</u> :	M. R. Serrano (Mexique)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux (Point 2 de l'ordre du jour)

22. A sa 1ère séance plénière, le 9 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a adopté son ordre du jour provisoire (TD/B/WG.1/1), qui était le suivant :

1. Election du bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Etablissement du programme de travail du Groupe de travail
4. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil.

D. Ordre du jour provisoire de la deuxième session du Groupe de travail
(Point 4 de l'ordre du jour)

23. A sa 2ème séance plénière (séance de clôture), le 13 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa deuxième session (TD/B/WG.1/L.3), avec quelques modifications apportées oralement (voir l'annexe II).

E. Questions diverses
(Point 5 de l'ordre du jour)

24. Le Président a rappelé qu'à sa première réunion directive de présession, tenue en septembre 1992, le Conseil avait décidé qu'en ce qui concernait les autres acteurs non gouvernementaux (entreprises, syndicats, théoriciens, chercheurs et universitaires et représentants d'organisations non gouvernementales autres que celles qui participaient aux travaux de la CNUCED), la liste des personnes à inviter serait approuvée à l'avance par le bureau de chaque organe, compte tenu des propositions faites par le secrétariat. Les délégations seraient libres de faire des suggestions au secrétariat, pour qu'il les transmette au bureau de l'organe considéré (TD/B/EX(1)/4, par. 6 e)).

25. A cet égard, sur la proposition de la France, le bureau avait décidé d'inscrire l'ONG "Epargne sans frontières" sur la liste des organisations à inviter. Les autres membres du Groupe de travail étaient encouragés à faire des suggestions concernant la participation d'acteurs non gouvernementaux, que le secrétariat transmettrait au bureau.

F. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil
(Point 6 de l'ordre du jour)

26. A sa 2ème séance plénière (séance de clôture), le 13 novembre 1992, le Groupe de travail spécial a adopté son projet de rapport (TD/B/WG.1/L.1) et a autorisé le Rapporteur à y ajouter le compte rendu des débats de cette même séance.

Annexe I

PROGRAMME DE TRAVAIL ADOPTE PAR LE GROUPE

1. Conformément à "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Carthagène", adopté à la huitième session de la Conférence, le Groupe de travail spécial a approuvé, sur la base de la décision 398 (XXXVIII) du Conseil, dont l'annexe (sect. C) énonce le mandat du Groupe de travail spécial sur les investissements et les apports financiers, le financement du développement non générateur de dette et les nouveaux mécanismes visant à accroître les investissements et les apports financiers, le programme de travail ci-après.

A. Tendances et questions globales

2. A partir des études existantes, le Groupe de travail spécial :

- a) analysera les facteurs, traditionnels et non traditionnels, qui déterminent les apports non générateurs de dette et leur répartition géographique et sectorielle;
- b) examinera le rôle des facteurs globaux, les motivations des investisseurs étrangers et les interactions entre ces facteurs et les politiques nationales, régionales et internationales visant à promouvoir un financement non générateur de dette.

B. Politiques et mesures visant à promouvoir les investissements étrangers directs

3. Sur la base de monographies nationales, le Groupe de travail spécial favorisera un échange de données d'expérience sur les politiques et les mesures nationales, régionales et internationales visant à promouvoir les investissements étrangers directs.

4. En particulier, le Groupe de travail spécial :

- a) évaluera le rôle du cadre général de la politique économique dans les pays d'accueil;
- b) examinera le rôle du dispositif réglementaire relatif aux investissements étrangers directs;
- c) réalisera une étude comparative de l'efficacité des incitations budgétaires et financières, des activités de promotion des investissements et des échanges de créances;
- d) évaluera l'expérience acquise concernant les zones franches industrielles et les zones économiques spéciales, ainsi que leurs relations avec l'économie des pays d'accueil;

- e) analysera l'efficacité des incitations et des mesures de promotion, y compris, notamment, les mécanismes d'assurance-crédit et d'assurance des investissements adoptés par les pays d'origine, et le rôle de l'APD à l'appui des efforts d'investissements des pays d'accueil;
- f) examinera le rôle des conventions bilatérales d'investissements et de double imposition;
- g) évaluera les incidences des mesures régionales et multilatérales, y compris le financement, les mécanismes d'assurance et les services consultatifs, sur les apports d'investissements étrangers directs et la complémentarité des divers éléments de ces mesures;
- h) déterminera les politiques et les mesures qui pourraient contribuer au rapatriement des capitaux fugitifs.

C. Investissements de portefeuille et nouveaux mécanismes

5. Le Groupe de travail spécial :

- a) rassemblera et diffusera des renseignements sur les courants d'investissements de portefeuille;
- b) réalisera une analyse comparative de l'expérience des pays d'accueil et des institutions financières internationales concernant la promotion des investissements de portefeuille et l'amélioration des normes relatives aux marchés de valeurs;
- c) analysera les incidences économiques et financières des courants d'investissements de portefeuille sur l'économie des pays d'accueil dans le contexte du développement des marchés financiers nationaux et de la libéralisation financière;
- d) évaluera l'expérience acquise concernant les techniques de financement par investissements de capital fixe et leur rôle potentiel.

D. Renforcement de la coopération technique

6. Dans le cadre des activités susmentionnées, le Groupe de travail spécial déterminera les domaines où il conviendrait de renforcer la coopération technique.

Annexe II

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA DEUXIEME SESSION
DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL

1. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
2. Examen de tendances et questions globales, y compris les motivations des investisseurs étrangers
3. Examen des politiques et des mesures des pays d'accueil et des pays d'origine visant à promouvoir les investissements étrangers directs, les zones franches industrielles et les zones économiques spéciales
4. Ordre du jour provisoire de la troisième session du Groupe de travail
5. Questions diverses
6. Adoption du rapport du Groupe de travail au Conseil

Annexe III

PARTICIPATION 1/

1. Les Etats membres de la CNUCED ci-après, membres du Groupe de travail spécial, étaient représentés à la session :

Algérie	Maurice
Allemagne	Mexique
Arabie saoudite	Myanmar
Autriche	Nigéria
Bangladesh	Norvège
Belgique	Ouganda
Brésil	Pakistan
Bulgarie	Pays-Bas
Canada	Pologne
Chine	République arabe syrienne
Colombie	République de Corée
Côte d'Ivoire	République populaire démocratique de Corée
Cuba	République-Unie de Tanzanie
Egypte	Roumanie
Espagne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Sri Lanka
Fédération de Russie	Suisse
France	Tchécoslovaquie
Grèce	Togo
Inde	Tunisie
Indonésie	Turquie
Italie	Venezuela
Jamahiriya arabe libyenne	Zimbabwe
Japon	
Mali	
Maroc	

2. Les autres Etats membres de la CNUCED ci-après, qui ne sont pas membres du Groupe de travail spécial, étaient représentés à la session en qualité d'observateurs :

Afghanistan	Madagascar
Argentine	Malaisie
Australie	Népal
Bolivie	Nouvelle-Zélande
Brunei Darussalam	Panama
Chili	Pérou
Ethiopie	Philippines
Finlande	Qatar
Gabon	Thaïlande
Iraq	Uruguay
Irlande	Viet Nam

1/ La liste des participants porte la cote TD/B/WG.1/INF.1.

3. Le Centre du commerce international CNUCED/GATT était représenté à la session.

4. Les institutions spécialisées et organismes apparentés ci-après étaient représentés :

Organisation internationale du Travail
Banque mondiale
Fonds monétaire international'

5. Les organismes intergouvernementaux suivants étaient représentés :

Communauté économique européenne
Système économique latino-américain
Organisation de coopération et de développement économiques.

6. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées à la session :

Catégorie générale

Chambre de commerce internationale
Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies.
